



NOTES DE PRESSE  
Du mois de juillet 2023

**Participation de la délégation de la République du Congo à la 43<sup>ème</sup> Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)**



La 43<sup>ème</sup> session de la Conférence de la FAO s'est tenue au siège de la FAO à Rome du 1<sup>er</sup> au 7 juillet 2023. La délégation de la République du Congo a été conduite par Monsieur **Paul Valentin NGOBO**, Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, et était composée de :

- Monsieur **Henri OKEMBA**, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome ;
- Monsieur **Paul Raphaël ONGOUALA**, Directeur Général de l'Agriculture ;
- Monsieur **Bienvenu NTSOUANVA**, Conseiller d'Ambassade, Représentant Permanent Adjoint auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome ;
- Madame **Christelle Carine OLLANDET**, Assistante de l'Ambassadeur.



Cette session, qui a été présidée par Madame **Marie-Claude BIBEAU**, Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada, avait pour thème du débat général : « *La gestion des ressources en eau à l'appui des quatre améliorations – meilleure production, meilleure nutrition, meilleur environnement et meilleures conditions de vie – pour concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable* ». Ce thème souligne l'importance de la gestion durable de l'eau dans la production alimentaire et a permis aux Chefs de délégation de présenter la vision de leurs Gouvernements respectifs.

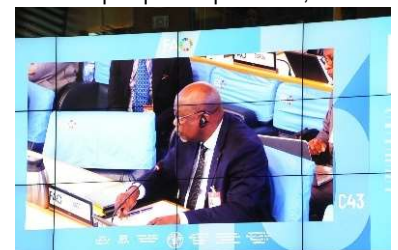
Dans sa prise de parole lors du débat général, le Ministre a relevé que : « *le Congo fait face à des défis complexes en matière de gestion des ressources en eau. Des inondations dévastatrices, dans le Nord, et une rareté de pluies dans le sud du pays nécessitent des solutions adaptées. L'irrigation intelligente est*

*devenue une priorité absolue pour notre pays afin de garantir la sécurité alimentaire* ».

Parmi les résultats de la 43<sup>ème</sup> session de la Conférence de la FAO, on peut retenir les décisions importantes suivantes :

- l'élection au poste de Directeur Général de la FAO de Monsieur **Qu DONGYU**, candidat présenté par la République Populaire de Chine, pour un deuxième et dernier mandat de quatre ans, à 168 voix Pour, une voix Contre et 13 abstentions (Résolution 1/2023) ;
- le vote à l'unanimité des membres de la FAO du montant du budget biennuel (2024-2025), qui est passé de 1006 à 1061 milliards USD après 12 années consécutives d'exercices budgétaires à base nominale zéro (Résolution 4/2023) ;
- l'élection par acclamation au poste de Président Indépendant du Conseil de la FAO de Monsieur **Hans HOOGEVEEN**, candidat présenté par les Pays-Bas, pour un deuxième et dernier mandat de deux ans (Résolution 2/2023) ;
- l'élection au Conseil de la FAO des membres suivants:
  - o pour la période allant de la fin de la 43<sup>ème</sup> Conférence au 30 juin 2026 : Cameroun, Maroc, Lesotho, Ouganda, Inde, Pakistan, Thaïlande/Malaisie, Géorgie/Suisse, Italie, Norvège, Espagne/Royaume-Uni, Panama, Afghanistan, Egypte, Arabie Saoudite et Australie ;
  - o pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2024 à la fin de la 45<sup>ème</sup> session de la Conférence en 2027 : Burundi, Congo, République-Unie de Tanzanie, Bangladesh, Chine, Indonésie, Japon, Philippines, République de Corée, Croatie, Islande, Royaume des Pays-Bas, Chili, Equateur/Pérou, Guatemala et Koweït.

La Conférence McDougall, du nom de l'un des plus éminents des pères fondateurs de la FAO, consacrée à la question de l'eau au premier jour de la 43<sup>ème</sup> session de la Conférence a donné l'occasion à l'orateur principal, Monsieur **Tharman SHANMUGARATNAM**, Ministre « Sénior », Ministre Coordonnateur chargé des politiques sociales de Singapour, sur le lien entre la sécurité écologique et la sécurité alimentaire. Selon lui, « *il y a un cycle mondial de l'eau qui fait que 40% des pluies dans le monde proviennent de l'eau verte des forêts à travers les rivières du ciel* ». La solution au changement climatique passe par l'eau, d'où la nécessité d'une réforme des politiques publiques afin d'adapter l'offre en eau limitée aux besoins sans cesse croissants, a-t-il poursuivi.



Prenant la parole à l'occasion, Monsieur **Henri OKEMBA**, Ambassadeur du Congo en Italie, Représentant permanent auprès des Institutions onusiennes basées à Rome, a souligné qu'en République du Congo, le problème de l'eau ne se pose pas seulement en termes de pénurie d'eau pour l'agriculture, mais également en termes d'inondations récurrentes qui emportent des vies et des moyens de subsistance.

#### **Audience du Ministre avec le Président du Fonds International de Développement Agricole (FIDA)**



Pendant son séjour à Rome, Monsieur **Paul Valentin NGOBO**, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, a été reçu en audience le 3 juillet 2023 par Monsieur **Alvaro LARIO**, Président du FIDA. Le Ministre était accompagné de Messieurs **Henri OKEMBA**, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome, **Paul Raphaël ONGOUALA**, Directeur Général de l'Agriculture, **Saturnin BOUKAKA**, Ministre Conseiller et **Bienvenu NTSOUANVA**, Conseiller d'Ambassade, Représentant Permanent Adjoint auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome. Monsieur **Valentine ANCHANCHO**, Directeur Pays du FIDA au Congo, a participé à la rencontre en ligne.

Dans son mot introductif, le Président du FIDA a d'abord souhaité la bienvenue à Monsieur le Ministre, puis remercié le Congo pour sa contribution à la douzième reconstitution des ressources dite FIDA 12. Ensuite, il a félicité le Gouvernement de la République du Congo pour le lancement du Projet Agriculture, Jeune et Entreprenariat (PAJE) et sa politique des Zones Agricoles Protégées (ZAP) qui garantit l'accès à la terre aux petits producteurs. Il a dit espérer que les appuis du FIDA aideront le Gouvernement à mettre en œuvre sa politique de développement agricole et à réaliser ses objectifs de sécurité alimentaire.



En revanche, Monsieur le Ministre a remercié le Président du FIDA pour l'accueil et l'a félicité pour son élection à ce poste. Au cours de leurs échanges, les deux personnalités ont abordé les questions relatives à la coopération entre le FIDA et le Congo, plus précisément : (i) *la réouverture du bureau pays pour plus de proximité avec les bénéficiaires des interventions du FIDA* ; (ii)

*portefeuille des projets du FIDA au Congo, qui se résume à un projet tous les six ans, excepté les interventions*

*d'urgence liées aux crises ou spécifiques sous forme de dons; (iii) le processus d'élaboration du nouveau Programme d'Opportunités Stratégiques Pays ou Country Strategic Opportunities Program (COSOP) 2025-2030, qui devra prendre appui sur les leçons tirées de l'évaluation du COSOP 2019-2024 ; (iv) la sous représentativité des cadres congolais au sein des effectifs du FIDA ; (v) la finance rurale et les assurances agricoles, indispensables pour soutenir durablement l'entreprenariat agricole ; (vi) la mobilisation de la finance climatique afin de soutenir les efforts d'adaptation au changement climatique, de résilience et d'atténuation, notamment à travers un appui à la mise en œuvre des projets ruraux liés au nexus eau, énergie et alimentation et; (vii) le renforcement de la structure d'encadrement agricole, en amont (vulgarisation, Génie rural, etc.), en aval (infrastructures d'accès au marché et de conservation des produits, etc.) et durant la production, afin de renforcer l'efficacité dans la capitalisation des acquis des projets et autres interventions.*



Concernant le projet PAJE, le Ministre a souligné que les priorités du Congo sont orientées vers l'élevage en vue d'atteindre la souveraineté alimentaire. Il a par ailleurs émis des réserves sur l'opérationnalisation de la deuxième composante de ce projet compte tenu de la frilosité du secteur bancaire congolais à financer l'agriculture en raison des risques élevés dans ce secteur d'activités.

S'agissant du portefeuille des projets FIDA au Congo, le Président du FIDA a signifié à son hôte que le nombre de projets dépendait des performances des projets en cours. Sur quoi, le Ministre a promis fournir des efforts afin d'améliorer les performances des projets FIDA au Congo.

A l'issue de cet entretien, les deux personnalités se sont promises de se consulter régulièrement dans le but d'envisager de meilleures perspectives de coopération entre le Congo avec cette institution onusienne.

#### **Audience du Ministre avec le Directeur Général de la FAO**



Le 5 juillet 2023, Monsieur **Paul Valentin NGOBO**, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, a conféré avec Monsieur **Qu DONGYU**, Directeur Général de la FAO (DG FAO), qui venait d'être réélu par la 43<sup>ème</sup> session de la Conférence le 2 juillet 2023. A cette audience, Monsieur le Ministre était accompagné de Messieurs **Paul Raphaël ONGOUALA** et **Bienvenu NTSOUANVA**, respectivement Directeur Général de l'Agriculture et Conseiller d'Ambassade, Représentant Permanent Adjoint auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome. Dans son mot de bienvenue, le DG FAO a tenu à remercier la République du Congo

pour son soutien à sa candidature. A son côté, Monsieur le Ministre a félicité le Directeur Général pour sa brillante réélection. Celle-ci confirme l'excellence de votre premier mandat, a-t-il précisé. Enfin, les deux interlocuteurs ont passé en revue l'état de la coopération entre la FAO et le Congo. Le Ministre a dit attendre travailler avec le DG FAO sur de nouveaux chantiers afin de porter plus haut cette coopération.

#### **Participation à la 173<sup>ème</sup> session du Conseil de la FAO**

A la suite de la 43<sup>ème</sup> Conférence de la FAO, il s'est tenu le 10 juillet 2023 au siège de la FAO la 173<sup>ème</sup> session du Conseil sous l'égide de Monsieur **Hans HOOGEVEEN**, Président indépendant du Conseil. La délégation de la République du Congo était conduite par Monsieur **Henri OKEMBA**, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome et composée de : Monsieur **Bienvenu NTSOUANVA**, Conseiller d'Ambassade, Représentant Permanent Adjoint auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome, et Madame **Christelle Carine OLLANDET**, Assistante de l'Ambassadeur.



Cette session visait à élire pour la période 2023-2025 les présidents et les membres des trois comités du Conseil, à savoir : Comité du Programme, Comité financier et Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) sur la base des candidatures présentées par les différentes régions de la FAO. Cependant, les élections ont été organisées pour :

- l'élection de deux membres du Comité financier de la région Europe, où trois candidatures ont été soumises : Grande Bretagne, Fédération de Russie et Suède ;
- l'élection du Président du CQCJ, où la candidate du Venezuela était opposée à celle de la France. A ce niveau, deux tours de scrutin ont été nécessaires pour départager les deux candidates.

Il est à noter que le Canada et le Congo ont été désignés scrutateurs lors des scrutins organisés à cet effet.

A l'issue des travaux de la 173<sup>ème</sup> session du Conseil, la configuration des Comités du Conseil est la suivante :

- Comité du programme : Israël (Présidence), Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Canada, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Royaume des Pays-Bas, République-Unie de Tanzanie, Soudan et Suisse ;
- Comité financier : Egypte (Présidence), Australie, Chine, Congo, Etats-Unis d'Amérique (USA), Inde, Koweït, Maroc, Mexique, Oman, République dominicaine, Royaume-Uni et Suède ;

- Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ): France (Présidence), Australie, Canada, Indonésie, Luxembourg, Sénégal, Soudan et République bolivarienne du Venezuela.

Les nominations aux différents Comités du Conseil étant *intuitu personae*, la République du Congo sera représentée au Comité financier par Monsieur **Bienvenu NTSOUANVA**, Conseiller d'Ambassade, Représentant Permanent Adjoint.

#### **Participation par visioconférence à la réunion extraordinaire de la Commission climat du Bassin du Congo**



Le 18 juillet 2023, Monsieur **Henri OKEMBA**, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome, a participé par visioconférence à la réunion extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Commission climat du Bassin du Congo présidée par **Son Excellence Monsieur Denis SASSO NGUESSO**, Président de la République, Chef de l'Etat. Cette rencontre a réuni Sa Majesté le Roi du Maroc, Sa Sainteté le Pape et plusieurs Chefs d'Etat et de Gouvernements de la sous-région, ainsi que la Commission de l'Union Africaine et les Représentants des autres sous-régions de l'Afrique, notamment, de la Commission climat du Sahel et de la Commission des Etats insulaires. Elle avait pour objectif la préparation du deuxième Sommet des trois bassins de biodiversité et des forêts tropicales Amazonie- Congo- Bornéo Mékong Asie du Sud Est. Le Président de la République du Congo a souligné que dans l'urgence climatique, l'équilibre vital est engagé. Pour ce faire, il a sollicité l'implication de ses pairs pour une vision commune après le *One Planet Summit* de mars dernier au Gabon. A cette occasion, le Président de la République a annoncé, qu'en accord avec ses Collègues Co-Présidents du Brésil et de l'Indonésie, les pays concernés et le Secrétaire Général des Nations Unies, ce sommet se tiendra du 26 au 28 octobre 2023 à Brazzaville.

#### **Participation au Moment bilan du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (UN FSS + 2)**

Le Moment Bilan du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires de 2021 a eu lieu au siège de la FAO à Rome du 24 au 26 juillet 2023 sous l'égide de Monsieur **Antonio GUTERRES**, Secrétaire Général des Nations Unies (photo ci-contre) et de Madame **Giorgia MELONI**,



Présidente du Conseil des Ministres du Gouvernement italien (photo ci-contre). Ce sommet a été organisé par l'ONU en collaboration avec le Gouvernement italien, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et Programme Alimentaire Mondial (PAM).



Cette rencontre visait à faire le point des engagements pris par les Etats membres et d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de leurs stratégies nationales en matière de transformation des systèmes alimentaires. Elle a réuni près de 2000 participants de 180 pays, dont une vingtaine de chefs d'État et de Gouvernement et 125 représentants de niveau ministériel, ainsi que des représentants des institutions internationales, du secteur privé et de la société civile. La délégation de la République du Congo a été conduite par Monsieur **Henri OKEMBA**, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Congo en Italie, Représentant Permanent auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome et composée de :



Madame **Yannick RASOARIMANANA**, Représentante de la FAO au Congo; Monsieur **Bienvenu NTSOUANVA**, Conseiller d'Ambassade, Représentant permanent adjoint; Madame **Christelle Carine OLLANDET**, Assistante de l'Ambassadeur et; Monsieur **Armel MOUASSIPOSSO**, Agent de protocole.

Force est de constater qu'à sept saisons de récolte de 2030, échéance prévue pour la réalisation des ODD, 780 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim, près d'un tiers de la nourriture produite dans le monde est perdue ou gaspillée et près de trois milliards de personnes n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine. Au cours du sommet un appel à l'action en faveur de la transformation des systèmes alimentaires a été lancé. Cette transformation devra s'appuyer, entre autres, sur les piliers suivants : population, planète et prospérité.

Dans sa déclaration à l'ouverture du sommet, le Secrétaire Général de l'ONU a affirmé : « Plus de 100 pays ont présenté à titre volontaire des rapports sur les progrès accomplis dans la transformation des systèmes alimentaires. Les pays prennent des mesures décisives pour tenir compte de cette priorité dans leurs réglementations, politiques et programmes nationaux et sous-nationaux ». Il a poursuivi son propos en appelant à investir massivement dans des systèmes alimentaires durables, équitables, sains et résilients et a demandé aux gouvernements et aux entreprises de collaborer pour bâtir des systèmes qui placent l'humain au-dessus du profit et pour trouver de nouveaux moyens de faire baisser les coûts et accroître la disponibilité des aliments

sains pour tous, ainsi que de réduire l'empreinte carbone des systèmes alimentaires afin de mettre un terme à la guerre «absurde» qui est menée contre notre planète et de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C.

Dans son allocution d'ouverture du Moment bilan, la Cheffe du Gouvernement italien, Giorgia MELONI, a déclaré que : « *l'Afrique n'était pas un continent pauvre, car elle possède un sous-sol riche et 30% des terres arables du monde* ». Elle a en outre affirmé que : « *La sécurité alimentaire a toujours été une des orientations stratégiques de notre politique étrangère et un domaine prioritaire de la coopération italienne pour le développement. Elle est devenue un des principaux défis de notre époque, dans un monde complètement interdépendant* ». Enfin, elle a invité les pays à investir dans la recherche, la technologie et le financement à grande échelle et à coopérer pour transformer les systèmes alimentaires.

Par ailleurs, les éminentes personnalités qui ont pris la parole ont souligné la nécessité de ne pas se servir de la nourriture comme arme de guerre et de constituer les réserves alimentaires de sécurité. Ce faisant, elles ont lancé un appel au dialogue pour le renouvellement de l'accord concernant l'initiative céréalière de la mer Noire.

Joignant sa voix à celle des autres chefs de délégation, l'Ambassadeur du Congo a présenté les avancées réalisées par le Congo en deux ans dans le domaine de la transformation des systèmes alimentaires, ainsi que les défis y afférents. Il a surtout relevé que le défi du changement climatique, objet du deuxième Sommet des trois bassins de biodiversité et des forêts tropicales Amazonie- Congo- Bornéo Mékong Asie du Sud Est du 26 au 28 octobre à Brazzaville, est une des contraintes majeures à l'atteinte des ODD. Ensuite, il a fait l'écho de l'invitation du Gouvernement congolais à ce sommet.

La cérémonie de clôture a été placée sous l'autorité de Madame **Amina J. MOHAMMED**, Vice-secrétaire Général de l'ONU, et de Monsieur **Antonio TAJANI**, Vice-président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères de l'Italie.

#### **Participation à la Table ronde des Ministres et des Représentants permanents de la région Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) du FIDA**

A l'invitation de Monsieur **Bernard HEIN**, Directeur Régional Afrique de l'Ouest et du Centre du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), il s'est tenue le 27 juillet 2023 au siège du FIDA à Rome la table des Ministres et des Représentants permanents des pays des sous-régions Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC). Dans la perspective de la Treizième Reconstitution des ressources du Fonds (FIDA 13), cette rencontre visait d'abord à faire l'évaluation de la performance des pays des deux sous-régions dans le cadre de FIDA 12 et des reconstitutions précédentes, puis à recueillir les observations et engagements des Etats concernant FIDA 13.

La Table ronde a été modérée par SEM **Mohamed BEAVOGUI**, Envoyé spécial de FIDA 13 et ancien Premier Ministre de la République de Guinée. La délégation de la République du Congo a été conduite par Monsieur **Henri OKEMBA**, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Congo en Italie, Représentant Permanent auprès des Agences des Nations Unies basées à Rome

et composée de : Monsieur **Bienvenu NTSOUANVA**, Conseiller d'Ambassade, Représentant permanent adjoint ; Madame **Christelle Carine OLLANDET**, Assistante de l'Ambassadeur et ; Monsieur **Armel MOUASSIPOSSO**, Agent de protocole.

Monsieur **Alvaro LARIO**, Président du FIDA, a prononcé l'allocution d'ouverture et Monsieur **Donal BROWN**, Vice-président associé du Département du Programme et de Management (MPD), a fait un exposé succinct des enjeux de FIDA 13. Les exposés thématiques sur « *la performance de l'AOC dans le cadre de FIDA 12 et des reconstitutions antérieures* » et « *les orientations et les priorités de FIDA 13 (2025-2027)* » ont été faits par Messieurs **Bernard HEIN** et **Ronald Thomas Hartman**, respectivement Directeur Régional de l'AOC et Directeur de la Division de l'engagement global et du partenariat et de la mobilisation des ressources.

En effet, le portefeuille du FIDA en AOC est chiffré à 4,3 milliards USD pour 50 projets actifs bénéficiant à 11 millions de ménages. A l'exception de la Guinée Equatoriale, classée pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, tous les autres pays des deux sous-régions reçoivent les subventions du FIDA.

En termes de défis au sein des deux sous-régions, 124 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté, 31,8% de la population est dans l'insécurité alimentaire et la part globale des budgets nationaux d'investissement affectée à l'agriculture est de 4% seulement, excepté le Bénin et la Sierra-Leone qui ont atteint le niveau de 10% fixé par les engagements de Maputo et confirmé par Malabo.

Malgré ces défis, la plupart des pays l'AOC présente de nombreuses opportunités, à savoir : une population active jeune, un taux de croissance général de 4,2% en 2023, des potentialités naturelles abondantes, la forte capacité de résorption de la pauvreté par le secteur agricole (11%) par rapport au reste du monde (3%), etc.

Concernant la participation des pays des deux sous-régions aux différentes reconstitutions des ressources du FIDA, les annonces de contributions sont passées de 8,7 millions USD pour FIDA 11 à 12,1 millions USD pour FIDA 12, soit 38% d'augmentation, et le nombre

de pays contributeurs de 17 à 20. Le Nigéria est de loin le premier contributeur en AOC, car sa part représente 41,1% à 92,4% des contributions des pays des deux sous-régions.

S'agissant de FIDA 13, son mode opérationnel et son plan de financement sont basés sur trois piliers suivants :

- la collaboration avec le secteur privé, pour améliorer les moyens d'existence en milieu rural;
- l'adaptation aux changements climatiques, pour fortifier la résilience des populations rurales et ;
- l'appui fourni en contexte de fragilité, pour épauler les communautés rurales.

L'ambition globale de la reconstitution pour FIDA 13 est de 10 milliards de USD de contributions de base. Dans ce contexte, l'objectif de l'AOC pour FIDA 13 est d'atteindre au moins 14 millions USD de contributions de base. Il est à noter que les consultations en cours sur FIDA 13 proposent une affectation de 50% de ses ressources à l'Afrique, qui fait face à de nombreux défis. Par conséquent, les pays des deux sous-régions sont invités à faire le plaidoyer auprès des bailleurs, soutenir la décision d'affecter plus de ressources à l'Afrique et augmenter leurs parts contributives afin d'attirer plus d'investissements. Car, comme l'AOC compte 10 pays en situation de fragilité et de conflit, 3 pays en situation de surendettement et 7 pays à haut risque de surendettement, les ressources financières de FIDA 13 seront essentielles pour le développement et le programme de transformation dans les sous-régions de l'AOC.

Dans sa contribution aux débats de la table ronde, le Chef de la délégation congolaise a souligné l'intérêt de la République du Congo à accroître sa coopération avec le FIDA. Tenant compte des enjeux actuels de la reconstitution, il a dit que le pays reste sur sa ligne de FIDA 12 et a promis que le Gouvernement annoncera le montant de sa contribution à FIDA 13 lors de la réunion de Paris. S'agissant de la coopération avec le secteur privé, il a appelé à plus de prudence afin que le FIDA demeure dans le cadre de son mandat, c'est-à-dire une institution multinationale au service des plus pauvres.

*Fait à Rome, le 31 juillet 2023*